



8 Place Malus
18000 BOURGES

27 mai 2010

TOUTES et TOUS EN GREVE et en MANIFESTATION

RASSEMBLEMENTS ET MANIFESTATIONS à

BOURGES	10 h 30	Place Séraucourt
VIERZON	10 h 30	Forum République
ST AMAND	10 h 30	Place Carrée
ST FLORENT	10 h 30	Place de la République
LA GUERCHE	11 h 00	Place du Général de Gaulle

POUR NOS EMPLOIS, NOS SALAIRES, NOS RETRAITES :

Pour sauver leurs profits à tous prix, la finance et le patronat exigent que les salariés payent la facture de la crise.

C'est le sens de la politique du gouvernement Sarkozy, qui liquide les services publics, laisse détruire les emplois et s'apprête à sacrifier nos droits sociaux.

La crise c'est eux ! Depuis la « crise des subprimes », rien n'a changé, c'est toujours les mêmes pratiques financières, la même spéculation, la course au profit

aveugle qui condamne des peuples entiers à la misère ; aujourd'hui la Grèce, demain le Portugal puis la France.

Ils veulent tout ! D'un côté, ils détruisent les emplois du privé ; de l'autre, ils livrent les services publics et les droits sociaux au marché. **Ce qu'on veut nous prendre aujourd'hui, c'est pour nous le vendre demain** ; par exemple : pendant que **Nicolas** Sarkozy diminue le niveau des retraites, **Guillaume** Sarkozy monte sa « petite entreprise » de retraite privée : objectif : 7 milliards d'€uros de bénéfices en 2020.

ILS VEULENT LA RESIGNATION, LA CGT APPELLE A LA REBELLION !

De l'argent, il y en a ! Le 27 Mai sera une nouvelle étape décisive dans la construction du rapport de force qui nous permettra de nous opposer au dictat des actionnaires et des financiers et d'exiger une autre répartition des richesses !

- ♦ La retraite à 60 ans, c'est un droit ! A 75 % du salaire, pas une pension en dessous du SMIC, départ à 55 ans pour les métiers pénibles ;
- ♦ La rigueur, pas question ! De l'argent, il y en a, pour garantir un réel progrès social.
- ♦ L'emploi doit être protégé, les salaires augmentés ! Salarié(e)s du privé et du public, demandeurs d'emplois, jeunes et retraités, nous produisons les richesses, ne nous laissons plus piller !

Du bouclier fiscal à la réforme des retraites qu'ils nous préparent, en passant par la destruction des services publics, jamais le partage des richesses n'a été aussi inéquitable, jamais on n'a vu une telle offensive contre les acquis sociaux. Dans ce contexte, chaque rendez-vous unitaire devient une nouvelle étape pour la construction du rapport de force qui seul, nous permettra à terme d'obtenir une autre politique de l'emploi, une autre répartition des richesses avec des salaires dignes pour toutes et tous, des acquis sociaux (dont nos retraites) préservés et même renforcés. **Les banques et compagnies d'assurances, pourtant impliquées aux origines de la crise, en ont fait une source de profits, allant jusqu'à quadrupler leurs bénéfices ; 6 Md d'€uros de bénéfices pour BNP Paribas, + 290 % de résultats pour AXA assurances**

De l'argent, il y en a ...

Malgré la crise, les bénéficiaires des 40 plus grandes entreprises ont atteint 47,3 Md d'€uros en 2009, dont plus des deux tiers (35,5 Md d'€) reversés aux

actionnaires ; avec une palme pour France Télécom qui a trouvé le moyen de distribuer 3,1 Md de dividendes avec un résultat de 2,9 Md.

Il faut une autre politique de l'emploi ...

En 30 ans, l'industrie française a perdu 1,5 million d'emplois. Pendant ce temps, la part des dividendes versés aux actionnaires a été multipliée par 5, en passant de 5 à 25 % de la valeur ajoutée.

Certes, les grandes entreprises ne font pas directement tous les emplois, mais la politique industrielle a des conséquences sur des PME dont le rôle dans l'industrie est devenu considérable : 40 % de l'emploi industriel, 30 % de la valeur ajoutée et de l'investissement. Il faut noter que 20 % des PME de l'industrie appartiennent à

un groupe et que 60 % d'entre elles sont dépendantes économiquement et financièrement, des choix et de la stratégie des grandes entreprises donneuses d'ordre.

Il faut revaloriser les salaires et les pensions. La CGT revendique le SMIC à 1.600 €, la reconnaissance des diplômes et des qualifications pour l'ensemble des salaires. Avec d'autres, la CGT revendique la revalorisation immédiate de 300 € par mois des pensions et des retraites.

La retraite à 60 ans, c'est possible !

Entre 1959 et 1990, l'augmentation de la productivité avait permis d'augmenter de 5,4 % à 11,2 % la part des richesses (PIB) consacrée aux retraites. Mais depuis la réforme Balladur de 1993, cette part ne progresse plus alors que celle consacrée aux dividendes a plus que doublé. Il faut rétablir la priorité aux retraites !

Un million de salariés en plus, c'est 5 Md d'€uros de cotisations pour les retraites : là encore, une vraie politique de l'emploi doit protéger l'intérêt collectif contre le profit aveugle.

En 1960, nous dit-on, il y avait 4 actifs pour 1 retraité ; en 2002, 2 actifs et en 2010, 1,5. C'est vrai. Mais d'ores et déjà, les deux actifs produisent une fois et demi plus que les quatre d'il y a soixante ans (en raison de la productivité du travail).

A l'horizon 2020, un actif produira plus que les deux d'aujourd'hui. Donc, à condition de ne pas laisser les grands groupes industriels et financiers piller ces richesses, il y en aura autant de disponibles pour les retraités.

Relever les cotisations et élargir leur assiette est tabou pour le gouvernement et le patronat. Pourtant, remonter immédiatement d'un tiers de point ne conduirait pas à la catastrophe. Selon l'INSEE, la part des « cotisations sociales employeurs dans la valeur ajoutée des entreprises non financières » est passée de 19,8 % en 1982 à 16,1 % en 2007. Soit une baisse de 3,7 points en quinze ans. A l'inverse, pour simplement laisser le système en l'état (la CGT demande plus), il ne faudrait augmenter chaque année la part des richesses (PIB) consacrée aux retraites que de 0,34 points.

✂



J'Adhère à la CGT

NOM – Prénom :

Adresse :

Tél :

E. mail :

Entreprise :

Bulletin de syndicalisation à retourner à l'UD-CGT 18 - 8 Place Malus - 18000 BOURGES



Communiqué commun

Les organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA, appellent à une journée nationale de mobilisation le Jeudi 27 Mai 2010

Emploi, salaires, retraite : tous mobilités, rassemblés et exigeants !

Dans un contexte économique et social caractérisé par une situation de l'emploi dégradée, des difficultés de pouvoir d'achat et une aggravation des conditions de travail pour de nombreux salariés, dans le public et dans le privé, en France et en Europe, les organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, solidaires, UNSA réaffirment que la sortie de crise passe par des politiques publiques en faveur d'une relance économique intégrant la satisfaction des besoins sociaux.

Avant même que le Président de la République ne réunisse un « sommet social » le 10 mai 2010, le premier Ministre annonce un gel des dépenses de l'Etat pour les 3 ans à venir. Les organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, solidaires, UNSA condamnent cette annonce et considèrent que la réduction des déficits ne peut être envisagée sans assurer la cohésion sociale et la réduction des inégalités, en particulier par une fiscalité plus redistributive.

Donner la priorité à l'emploi stable, améliorer les salaires et le pouvoir d'achat, réduire les inégalités, réorienter la fiscalité vers plus de justice sociale, investir pour l'emploi de demain par une politique industrielle prenant en compte les impératifs écologiques et par des services publics de qualité restent nos objectifs communs.

Concernant les retraites, elles rappellent que l'emploi « en quantité, en qualité et qualifié, reconnu et valorisé » doit devenir une priorité dans les entreprises et les administrations pour redonner du sens au travail, à la société toute entière. C'est une source de financement incontournable pour assurer le devenir et la pérennité de notre système de retraites par répartition basé sur la solidarité intergénérationnelle. Une plus juste répartition des richesses, la réduction des inégalités, l'égalité entre les Femmes et les Hommes au travail s'imposent aussi pour garantir à tous un bon niveau de vie à la retraite. L'âge légal de départ en retraite à 60 ans doit être maintenu. La pénibilité du travail doit être reconnue et ouvrir des droits à un départ anticipé à la retraite.

La concertation en cours, le calendrier extrêmement serré imposé n'offrent pas une qualité de dialogue social acceptable pour répondre à un tel enjeu de société, d'autant que les seuls éléments de la réforme proposée restent le recul de l'âge légal de départ à la retraite et l'allongement de la durée de cotisation dans un cadre budgétaire constant.

Pour toutes ces raisons et dans un cadre unitaire, les organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA appellent les salariés, les retraités, les jeunes et les privés d'emploi à une journée nationale de mobilisation le jeudi 27 mai 2010 pour interpeller ensemble les pouvoirs publics, tous les employeurs et peser sur les choix à venir.

Elles appellent l'ensemble de leurs organisations à se rencontrer pour décider, dans les entreprises et lieux de travail, d'actions unitaires de haut niveau donnant lieu à des grèves et des manifestations interprofessionnelles dans les territoires.

Le 6 mai 2010